

LES ACCUSATIONS DE TORTURES LANCEES PAR LE HCR

Paris, terre d'asile de luxe pour dignitaires hutus

La France a organisé la fuite de l'entourage du président Habyarimana, dont plusieurs membres des «escadrons de la mort» rwandais. Pendant ce temps, à Kigali, le personnel tutsi de la mission diplomatique française était massacré.

Le ministère de la Coopération de la République française apporte à la République rwandaise, qui lui en fait la demande, une aide budgétaire exceptionnelle d'un montant de 200 000 F. Cette aide budgétaire financera des actions urgentes en faveur des réfugiés rwandais.

A la Coopération, la note provoque des remous. Chacun en connaît les bénéficiaires. Sous couvert d'une aide aux réfugiés rwandais, la somme est en réalité versée à la famille du défunt président, Juvénal Habyarimana. Ce groupe de douze personnes, parmi lesquelles figure Agathe Habyarimana, la veuve du Président, réside aujourd'hui à Paris. Contrairement aux représentants modérés du gouvernement de transition qui, pour la plupart, ont été massacrés par la garde présidentielle et les milices du parti au pouvoir, l'entourage du Président a bénéficié dès le 9 avril d'une évacuation d'urgence sur Bangui à bord d'un Transall de l'armée française, officiellement réservé aux ressortissants français.

Critiquée par de nombreux observateurs pour son secours pour le moins sélectif, la France se défend aujourd'hui en invoquant la raison humanitaire. Une cause difficile à plaider, selon plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'homme, qui accusent Paris d'avoir favorisé en priorité la fuite de nombreux dignitaires du régime vers le Zaïre. Parmi ces «réfugiés», figurent notamment plusieurs cerveaux des escadrons de la mort impliqués dans les massacres perpétrés au Rwanda entre 1990 et 1993.

Selon le rapport de la Commission internationale sur les violations des droits de l'homme au Rwanda (CIDHR), rendu public l'année dernière et basé sur le témoignage d'un repentant aujourd'hui réfugié au Kenya, Agathe Habyarimana en particulier est accusée d'avoir assisté avec son mari à plusieurs réunions des commandos du «Réseau Zéro» responsables de la mort d'au moins 2 000 personnes, dont plusieurs opposants hutus et de nombreux membres de l'ethnie minoritaire tutsi.

Parmi les «marchandises sensibles» - selon la terminologie en cours au ministère de la Coopération pour désigner l'entourage présidentiel transporté à Paris - Protais Zigiranyirazo, dit «Monsieur Z», un des frères d'Agathe Habyarimana, condamné au Canada pour menaces de mort contre des étudiants rwandais de l'opposition, et toujours accusé dans ce pays de crimes contre l'Humanité, «Monsieur Z», par ailleurs maintes fois cité dans le rapport de la CIDHR comme membre du «Réseau Zéro», a été un des heureux bénéficiaires des 200 000 francs alloués par le ministère de la Coopération aux «réfugiés rwandais».

La somme aurait permis à quelques

membres de l'entourage présidentiel de quitter le Forest Hill Hôtel du quartier de La Villette à Paris pour un abri plus prestigieux. Au ministère de la Coopération, on reconnaît être monté en première ligne pour les «réfugiés» rwandais à Paris et avoir alloué une somme d'urgence pour leur accueil.

Sur la liste des «invités parisiens» figure également Ferdinand Nahimana, ancien directeur de l'Office rwandais d'information et membre du comité directeur de la «Radio des Mille collines» sur les antennes de laquelle il a, selon plusieurs rescapés des massacres, lancé de constants appels au meurtre. Evincé des allées du pouvoir dans le cadre des accords de paix signés l'année dernière en Tanzanie, l'animateur radio s'était alors vu refuser par l'Allemagne son accréditation au poste de conseiller de l'ambassade du Rwanda à Bonn.

La générosité de Paris ne s'est pas limitée à la famille et à l'entourage présidentiels. Quelque soixante enfants de l'orphelinat Sainte-Agathe - la femme du Président faisait aussi dans l'œuvre sociale - ont pu être embarqués, dès le 10 avril, à bord du premier appareil à destination de Paris. Ces enfants d'officiers morts au combat contre la rébellion du Front patriotique rwandais, étaient alors encadrés par... trente-quatre «accompagnateurs» rwandais qui se sont depuis volontarisés. En revanche, le personnel, en majorité tutsi, de l'ambassade de France, comme celui du Centre culturel français et de la Mission de coopération, ont eu moins de chance. Lâchés sur place par les diplomates et les militaires français qui embarquaient le 12 avril à l'aéroport de Kigali, plusieurs ont depuis été assassinés.

Immaculée Mukamuligo, 48 ans et mère de deux enfants, secrétaire au service culturel de la Mission de coopération, a par exemple été abattue le 15 avril, en même temps que son frère, sa mère et un de ses cousins. Elle travaillait à la Mission depuis 1973. Dansila, secrétaire à l'école française de Kigali depuis sept ans, Evariste, chauffeur à l'ambassade, Obed, chauffeur à la Mission de coopération et sa femme ont subi le même sort.

Au même moment à Paris, dans son appartement de la villa Mozart, la famille du président Habyarimana entamait la contre-offensive. Pendant qu'Agathe Habyarimana multipliait interviews et conférences de presse, le «ministre des Affaires étrangères», Jérôme Bicomumpaka, procédait au nettoyage diplomatique. Considéré comme trop modéré par les tenants de la ligne radicale hutue, l'ambassadeur du Rwanda à Paris, Jean-Marie Ndagijimana, a trouvé un matin les serrures de son ambassade changées et s'est depuis vu notifier son renvoi à Kigali.

Alain FRILET
et Sylvie COMA

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA COOPERATION

Direction de l'Administration Générale

Paris, le 14 AVR 1994

20, rue Monsieur 75700 PARIS

Le Ministre de la Coopération

à

Monsieur MIMIN
Centre International des Etudiants
et Stagiaires
28, rue de la Grange aux Belles
75010 PARIS

Référence à rappeler : [REDACTED]

Dossier suivi par :
Mme GUERREIRO
Tél : 47.83.10.19
Fax : 45.66.04.16

URGENCE 3
REMISE 1M

Nombre total de pages : 4

ATTENTION PERSONNELLE DE MONSIEUR NEN

Pour faire suite à votre appel du mercredi 13 :

Liste de la famille présidentielle rwandaise hébergée à Bangui

- HABYARIMANA Agathe
- HABYARIMANA Jeanne
- HABYARIMANA Marie-Merci
- HABYARIMANA Jean-Luc
- MUTOYEVEZU Marie-Odile
- MUNEZA Marie-Espérance
- UNYAKUMBA Séraphin
- MWANUKUBISI Catherine
- MUKAZI Brigitte
- URAMARITA Clément
- MUKIZIMANA Eric
- RWIGIRO Robert

Signé : A. MOREL

Objet : Prise en charge du voyage de la famille présidentielle rwandaise.

Je vous demande de bien vouloir prendre en charge la venue en France de la famille présidentielle rwandaise.

Je vous prie de prévoir des billets pré-payés pour le voyage de ces douze personnes "en classe affaire".

Les frais afférents à ce déplacement seront couverts par la commande d'invitation sur le dotacion affectée à la Direction du Développement.

Vous trouverez ci-joint, copie du fax en provenance de Bangui, donnant la liste des membres de la famille présidentielle.

Le Chef du bureau de l'ordonnancement des dépenses

Monsieur MIMIN

Le ministère de la Coopération a demandé la prise en charge du transport «en classe affaires» et de l'accueil des membres de la famille du président Habyarimana.

MSF: «Une gesticulation tardive de l'ONU»

Un membre de Médecins sans frontières de retour du Rwanda dénonce la politique de la France et des Nations-Unies. Et prévoit une famine à très court terme.

Médecins sans frontières a adressé hier une lettre ouverte au président de la République, François Mitterrand, dans laquelle l'organisation humanitaire regrette les «propas trop diplomatiques» du chef de l'Etat lors de sa «récente apparition télévisée» sur le drame du Rwanda. Le Président avait alors déclaré que les soldats français ne pouvaient «devenir les arbitres des passions qui déchirent tant de pays». Le docteur Jean-Hervé Bradol, responsable du programme Rwanda mis en place par MSF depuis 1989, rentre de Kigali.

LIBERATION. Pourquoi MSF, qui s'est limité jusqu'à présent à informer du drame rwandais en termes humanitaires, dénonce-t-il maintenant la responsabilité de la France dans les massacres en cours?

JEAN-HERVÉ BRADOL. Il est confortable de décrire les Rwandais comme des barbares et difficile de reconnaître la nature politique d'un conflit auquel on a pris une part plus qu'active. Les responsables des massacres en cours dans les zones toujours contrôlées par l'armée gouvernementale rwandaise sont les alliés de la

France, entraînés, armés, financés par elle. On a peine à croire, dans ces conditions, que Paris ne dispose d'aucun moyen de pression pour faire cesser les massacres. Monsieur Roussin, ministre de la Coopération, espère redorer le blason de la France au Rwanda à travers les organisations non gouvernementales françaises présentes sur le terrain. En dépit de ses demandes insistantes, les ONG sont plus que réticentes à participer à cette farce. La nature politique du conflit est évidente alors que les observateurs occidentaux se limitent, le plus souvent, à regarder les événements au Rwanda à travers le prisme des guerres interethniques ou tribales. C'est le dernier affront fait aux victimes.

LIBERATION. La résolution adoptée lundi soir par le Conseil de sécurité des Nations-Unies et l'arrivée des Casques bleus devraient toutefois faciliter votre travail sur le terrain.

J.-H. B. J'ai vu au Rwanda, depuis plusieurs mois, 2 500 hommes de l'ONU qui avaient l'opportunité de prendre leurs responsabilités au moment des massacres et ils n'ont fait qu'y assister sans bouger. Maintenant,

l'ONU essaie de faire croire qu'elle va avoir une politique cohérente. Après 200 000 morts, cela relève de la gesticulation tardive. Les souffrances de la population rwandaise ne sont pas terminées. L'arrêt des massacres, la protection des civils, l'organisation des secours aux blessés, la prise en charge des populations déplacées par le conflit sont des enjeux d'une extrême urgence, malgré le manque d'intérêt de la communauté internationale.

Le désert politique et diplomatique - identique à celui de Mogadiscio, en Somalie, en 1991-1992 - qui s'installe actuellement à Kigali, l'incurie des Casques bleus assistant passivement aux massacres des civils augurent mal de l'avenir.

Nul besoin d'être grand clerc pour prévoir l'avènement à très court terme de famines dans ce petit pays en proie à une insécurité alimentaire permanente et aujourd'hui complètement ravagé par les affrontements : 400 000 déplacés rwandais dépendaient déjà totalement de l'aide humanitaire avant les derniers événements.

Recueilli par A. F.